

Monsieur le Président,

La "réconciliation" a été l'un des thèmes politiques dominants au cours de l'année écoulée. Des conflits d'envergure arrivent progressivement à une solution. Il en va de même de certains conflits nationaux et internationaux de longue date. Parmi tous ces signes encourageants, des occasions s'offrent de souligner l'importance d'un plus grand respect des droits de l'homme et de faire en sorte que ce respect serve d'assise à des relations harmonieuses au sein des nations et entre les nations elles mêmes à plus long terme. Cependant nous ne devons pas laisser le dynamisme de situations politiques nous aveugler par rapport à des lacunes flagrantes dans le domaine des droits de l'homme. Le refus systématique de respecter les droits fondamentaux de l'homme en Afrique du Sud, situation aberrante sur laquelle nous sommes intervenus il y a quelques semaines constitue un affront à l'humanité.

Nulle part l'importance de la réconciliation est plus évidente qu'en Amérique centrale, où plusieurs pays font la difficile expérience de la transition d'un régime non représentatif et répressif à une administration qui s'est engagée pour le développement et la protection des droits de l'homme. Le Canada s'est réjoui de ce développement. Au Salvador, le gouvernement du Président Duarte a réduit d'une façon significative le niveau de la violence et des violations des droits de l'homme par rapport à ce qu'ils étaient au début des années 1980. Voilà pourquoi nous sommes préoccupés vivement qu'au cours de l'année écoulée, le respect des droits de l'homme au Salvador ait diminué et que le nombre des abus des droits de l'homme ait augmenté d'une façon marquée, comme l'indique clairement d'ailleurs le Rapporteur spécial, le professeur Pastor Ridruejo, dans son rapport.

Au Guatemala, si les violations des droits de l'homme ont considérablement diminué depuis le début de la décennie, le niveau de la violence politique semble néanmoins augmenter et reste inacceptable. La recrudescence des escouades de la mort et l'augmentation des disparitions sont causes de profondes préoccupations. L'accord d'Esquipulas, dont les cinq présidents centraméricains ont convenu l'an dernier, était historique: il visait non seulement à restaurer la paix mais aussi à garantir le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques. Nous prions instamment tous les dirigeants d'Amérique centrale, qui ont souscrit à cet engagement en faveur de la réconciliation régionale, de se consacrer avec une vigueur nouvelle à sa réalisation.